

**EXTRAIT DU  
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nbre de conseillers en exercice	15
Présents	14
Votants	14
absents	01
Procurations	01

<b>L'an Deux Mil vingt six Le 30 Mars à 18h30</b> Le Conseil Municipal de la Commune de HAUTEFORT, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sur la présidence de Monsieur Jean Louis Pujols Maire.
Date de Convocation du Conseil Municipal : <b>15 Avril 2026</b>
<b>PRESENTS</b> : Mr PUJOLS Jean-Louis, REBEYROL Elodie, TOURNAIRE Florent, FORT Sylvette, GODEY Christelle, BRU Thierry, MAILLY Caroline, POLLET Maxime, RIPAULT Catherine, PORTES Patrick, MULLER Bénédicte, RIGAUD François, ROUACH Anne-Marie, GOURVENNEC Stéphane
<b>ABSENTS</b> : VIEILLEFOSSE Vincent.
<b>PROCURATIONS</b> : VIEILLEFOSSE Vincent à FORT Sylvette
<b>SECRETAIRE DE SEANCE</b> : FORT Sylvette

**OBJET : Réglementation relative au nombre d'autorisation de stationnements (taxi) et au droit de stationner**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et L2213-6,  
**Vu** l'article R 610-5 DU Code Pénal,  
**Vu** les articles R.3121-1 et R.3121-13 du Code des Transports,  
**Vu** la loi n°2014-1104 du 1<sup>er</sup> octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur,  
**Vu** le Décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes,  
**Vu** le Décret n°2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'observatoire national des transports,  
**Vu** la délibération n°2026 – 011 du 16/02/2026 validant le nombre de stationnement et le droit de place annuel

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures de nature à assurer la sécurité, le bon ordre et la commodité de passage dans les voies publiques, qu'il convient dans ce but de réglementer le stationnement et de limiter le nombre d'autorisation de stationnement,

Monsieur le Maire souhaite, au travers d'un arrêté municipal, réglementer le nombre d'Autorisation De Stationnement de taxis et de voitures de petites remises.

- Le nombre d'Autorisation De Stationnement de taxis offertes à l'exploitation est fixé à **trois**.
- Si un besoin économique ou démographique nouveau est manifeste sur la commune, ce nombre pourra être modifié par arrêté municipal.
- L'Autorisation de stationnement délivrée postérieurement à la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et le décret du 30 décembre 2014 est incessible, valable pour une durée de cinq ans éventuellement renouvelables sur demande du titulaire formulée 3 mois avant l'expiration du délai de cinq ans.
- La délivrance, le renouvellement et le retrait de chaque autorisation font l'objet d'un arrêté municipal. Quiconque souhaite mettre en circulation et faire stationner un véhicule taxi sur le territoire de la commune doit au préalable obtenir l'avis du Maire.
- L'augmentation du nombre d'Autorisation De Stationnement offertes à l'exploitation ainsi que le retrait définitif d'une autorisation ou son non- renouvellement donnent lieu, dans un délai de trois mois, à la délivrance de nouvelles autorisations dans les conditions prévues au III de l'article R.3121- 13 du Code des Transports.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

024-212402101-20260430-2026-042-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2026

Publication : 06/05/2026

- Le taxi doit stationner en attente de clientèle ou à proximité du lieu de sa clientèle dans la commune de HAUTEFORT. Il peut toutefois stationner dans les communes où il a fait l'objet d'une réservation préalable.
- Lorsque l'autorisation de stationnement n'est pas exploitée de façon effective et continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire du contenu de cette autorisation ou de la réglementation applicable à la profession, il sera adressé un avertissement au titulaire de cette autorisation de stationnement ou procédé à son retrait temporaire ou définitif.
- Tout changement de véhicule ou de domicile doit être déclaré auprès de l'autorité municipale.
- Les exploitants devront fournir à l'autorité municipale, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie de l'attestation d'assurance, couvrant de façon illimitée, les personnes transportées et les tiers.
- En cas d'immobilisation d'origine mécanique ou de vol de véhicule ou de ses équipements spéciaux, le taxi peut être remplacé, temporairement, par un véhicule disposant des mêmes équipements énumérés à l'article R.3121-1 du Code des Transports. L'autorisation de stationnement et la plaque portant le numéro de l'autorisation sont ceux du taxi dont le véhicule de remplacement prend le relais.
- Indépendamment des poursuites judiciaires susceptibles d'être exercées à l'encontre des exploitants et conducteurs de taxis, les intéressés qui ne se conformeraient pas aux dispositions du présent arrêté s'exposent aux sanctions suivantes :
  - avertissement au titulaire de l'autorisation
  - retrait temporaire de l'autorisation d'exercer sur le territoire de la commune
  - retrait définitif de l'autorisation d'exercer sur le territoire de la commune
- L'autorisation de stationnement donne lieu à la perception par la commune de Hautefort d'un droit de place de 50 € annuel. Ce droit est dû en totalité, quelque soit la durée effective de l'exercice de la profession au cours de l'année considérée.

Monsieur Maxime POLLET étant directement concerné par sa activité professionnelle, il ne prend pas part au vote.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

- **VALIDE** le nombre d'Autorisation de Stationnement (ADS) à **trois**
- **VALIDE** le droit de place annuel à **50 €**
- **APPROUVE** la mise en place d'un arrêté municipal et la réglementation précitée
- **ANNULE** la délibération n°2026 – 011 du 16/02/2026
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente

délibération.

➤ **Adopté à l'unanimité**

Fait et Délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Au registre sont les signatures.  
Pour extrait conforme,

HAUTEFORT le 30/04/2026  
LE MAIRE, Jean Louis PUJOLS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

024-212402101-20260430-2026-042-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2026

Publication : 06/05/2026



Le présent document peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou sa notification. Cette juridiction peut être saisie par voie postale sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).